

L'Est de Marx à Taylor: entre illusions, désillusions et collusions

*Massimo Balducci**

Professeur de théorie de l'organisation, IEAP

Terrorisés par leur passé, les peuples des anciens pays communistes recherchent la liberté individuelle dans la séparation du centre et dans la fragmentation géographique. Le principal obstacle à la privatisation de l'économie est d'ordre culturel. Il y a quelques mois encore, le profit individuel était répréhensible; aujourd'hui c'est un "must" et le peu d'initiatives privées qui existent sont teintées de violence et réglementées selon des critères "mafieux". L'avenir n'est pas rose, loin s'en faut.

Depuis deux ans environ, l'Institut européen d'administration publique de Maastricht, auprès duquel je suis détaché en tant que représentant de l'Italie, est engagé, pour le compte de la Commission des CE, dans une série de projets d'assistance aux anciens pays communistes. Ceci m'a donné l'occasion d'avoir des contacts très approfondis avec ces pays. L'image que j'en ai retirée diffère, sur plusieurs points et de façon substantielle, de celle diffusée par les médias.

J'articulerai mon analyse en quatre points:

- a) les tendances sécessionnistes et leur cause;
- b) la privatisation et les liens culturels;
- c) le rapport éthique/économie;
- d) les perspectives.

Les tendances sécessionnistes

Les tendances sécessionnistes qui caractérisent un peu tous les pays anciennement communistes (que l'on songe à la soi-disant Communauté des Etats Indépendants, à l'ex-Tchécoslovaquie, à la Yougoslavie, mais aussi à toute une série de tensions d'ordre sécessionniste qui ne sont pas perçues en Occident et qui sont en pleine effervescence en Roumanie, Hongrie et Pologne) ne sont pas dues, comme on tend à le croire, à la résurgence d'aspirations nationalistes, mais sont l'héritage des distorsions du communisme.

Une des caractéristiques du communisme était l'absence de séparation entre l'Etat d'une part, et la sphère socio-économique d'autre part. La culture communiste ignore le concept de la séparation entre pouvoir public qui se limite à établir les règles du jeu et une série d'acteurs privés qui évoluent librement dans le cadre de ces règles.

Pour les anciens Soviétiques, il est inconcevable que les Etats membres de la CE s'efforcent actuellement de concentrer à Bruxelles toutes les décisions de politique commerciale à mener à l'égard des pays tiers. Pour eux, cela signifie que l'on essaie de concentrer à Bruxelles non pas les règles qui gouvernent les transactions avec les pays tiers, mais toutes les décisions sur les opérations d'import-export.

Terrorisés par un pouvoir centralisé et absolu, les peuples des anciens pays communistes ne recherchent pas la liberté individuelle dans la séparation entre sphère publique et sphère privée, mais plutôt dans la séparation du centre, dans la fragmentation géographique. A cet égard, il est significatif de constater que la "privatisation" en Russie s'est concrétisée dans la transformation de la propriété de l'Etat en propriété de tous.

Les aspirations nationalistes, dans ce contexte, ne sont rien d'autre qu'un vernis - inapproprié -

recouvrant les aspirations libertaires mal interprétées. Une fragmentation qui ne s'accompagne pas d'une séparation claire et nette entre sphère privée et sphère publique risque d'engendrer une multitude de petits Etats d'opérette et fondamentalement de type féodal.

La privatisation et les liens culturels

La privatisation est un mythe qui éprouve une grande difficulté à se réaliser. Le principal obstacle est de nature culturelle: 40 années de communisme ont effacé toute forme de droit des sociétés, de droit contractuel, de comptabilité.

A l'exception de la Bulgarie - qui a procédé à une révision de sa Constitution - jusqu'ici aucun pays de l'Est n'a reconnu formellement la propriété privée. Aucun pays de l'Est n'a un "droit des faillites"; dès lors, jouer à l'entreprise privée n'est qu'une vaste plaisanterie, car la faillite n'étant pas envisageable, il n'y a aucune obligation d'équilibrer les comptes (ce que, soit dit en passant, personne ne sait faire). En effet, jusqu'à présent la privatisation s'est limitée à la reconnaissance du "marché noir".

Un autre obstacle à la privatisation est l'absence de système fiscal. Puisqu'il n'était pas possible de réaliser des bénéfices, les régimes communistes ne ressentaient pas le besoin de créer des systèmes fiscaux. Cela signifie que, si l'on décidait aujourd'hui d'opérer une privatisation sérieuse, les structures étatiques resteraient dépourvues de ressources financières.

A titre d'exemple notons que la ville de Budapest est financée essentiellement grâce aux recettes des pompes à essence.

Tous les pays ex-ommunistes sont fiers des privatisations qu'ils auraient mises en place. Mais, lorsqu'on leur demande des données concrètes, on constate que, en Hongrie et dans la République tchèque (pays les plus avancés sur la voie de la privatisation), le niveau de la population active travaillant dans le secteur privé est encore inférieur à 10%.

Qui plus est, ce secteur n'est pas vraiment privé étant donné qu'il ne comporte pas les risques d'une économie de marché (on ne peut pas faire faillite).

Rapport éthique/économie

Les rapports entre éthique et économie semblent entièrement faussés. Jusqu'à il y a quelques mois, le profit était quelque chose de moralement répréhensible. L'intérêt individuel n'avait pas droit de cité dans le code moral du communisme. Les individus étaient motivés essentiellement par le mécanisme hiérarchique ainsi que par toute une série de sanctions. Le non-respect de ces sanctions était punissable pénalement par le "*Gosplan*".

Du jour au lendemain, le mécanisme hiérarchique s'écroule et le profit devient une chose non plus répréhensible, mais louable. Ce phénomène a eu deux conséquences: d'une part, l'effondrement du mécanisme hiérarchique a fait disparaître toute coordination des activités productives. Ainsi, selon les estimations, le produit national brut a diminué d'au moins 40% dans les Républiques tchèque et slovaque depuis l'écroulement du communisme.

Cet écroulement du mécanisme de coordination hiérarchique n'a pas été suivi par une mise en place adéquate du mécanisme d'initiative privée. Lorsqu'on a été conditionné pendant quarante ans à obéir docilement, il est difficile tout à coup de devoir prendre l'initiative. Et les quelques initiatives prises sont pour ainsi dire "freinées".

Le profit individuel qui était jadis immoral est aujourd'hui devenu un must: dès lors, chacun s'efforce de faire profit à tout prix. Pour eux, il est inconcevable que l'économie capitaliste soit

le fruit direct d'une éthique. Le résultat en est un secteur privé qui, pour limité qu'il soit, est de type violent et réglementé selon des critères "mafieux".

Les perspectives

Les perspectives ne sont pas très bonnes. Si l'Occident se montre incapable d'aider ces pays, il faut s'attendre à l'affirmation de régimes autoritaires (de type fasciste) et à une vague d'immigration. Et le problème est précisément celui du type d'aide que l'Occident peut fournir. Il s'agit d'une aide de nature fondamentalement "culturelle". Ces pays n'ont pas besoin de matières premières ni de technologies. De même, donner une aide économique inspirée par le modèle du Plan Marshall ne servirait pas à surmonter les crises.

Le Plan Marshall a permis à l'Europe de se relever des décombres de l'après-guerre, car il y avait en Europe une culture adéquate: on savait ce que sont les contrats, ce qu'est le droit des sociétés et ce qu'est la comptabilité à double entrée. Ces pays ont donc besoin d'une aide de type culturel: ils doivent apprendre à gérer (et à vivre dans) des systèmes démocratiques à économie de marché.

Mais on ne peut y arriver, comme l'ont fait les Américains jusqu'ici, en enseignant à ces peuples les théories socio-économiques de l'Occident. Quel sens cela a-t-il d'enseigner aux opérateurs de Bratislava le marketing s'il n'y a aucun marché en Slovaquie? Il faut enseigner à ces peuples avant tout la gestion du changement. Mais ici, il n'y a malheureusement ni expériences ni théories auxquelles se référer!

** Professeur de théorie des organisations complexes. Université de Florence (Italie)*